

## ÉCONOMIE



| TFF - Les groupes de l'industrie financière mettent l'accent sur les coûts sociétaux de la réforme fiscale proposée.

## COMMENT L'INDUSTRIE FINANCIÈRE S'EST MOBILISÉE CONTRE LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ?

Par Lisa Kastner

**Malgré un large soutien post-crise en Europe en faveur d'une taxe sur les transactions financières, le secteur financier a réussi à faire pression pour réduire les propositions et en retarder la mise en œuvre.**

# 2017

devrait être l'année où la taxe européenne sur les transactions financières (TTF), très retardée et édulcorée est finalement mise en œuvre. Mais cela semble de plus en plus improbable.

Après la crise financière de 2008, une large coalition publique d'organisations de la société civile, de syndicats et de gouvernements de certains états membres de l'UE souhaitait que le secteur financier paie sa juste part dans la reprise économique. En 2011, la Commission de l'UE a présenté une vaste et ambitieuse proposition de TTF qui

imposerait faiblement les transactions des institutions financières et lèverait ainsi des dizaines de milliards d'euros chaque année. Mais six ans plus tard, la taxe susceptible d'être finalement mise en œuvre ressemble à une taxe limitée avec des exonérations considérables pour divers instruments financiers. Que s'est-il passé ?

### Mettre en lumière les coûts sociétaux indésirables

L'attention accrue du public à l'égard de la réforme du secteur financier après 2008 a eu pour effet que les opposants à une TTF n'ont pas souhaité s'opposer

publiquement à la taxe de manière directe lors des premières phases du processus politique, avec le souvenir de la crise encore frais. Pourtant, malgré les chances d'un succès législatif d'une TTF fortement améliorée après une seconde proposition de la Commission en février 2013, l'intérêt public a lentement commencé à s'étioler et les groupes du secteur financier se sont mis à riposter activement, en lançant une attaque concertée contre la TTF de mars à juin 2013.

Les représentants de l'industrie ont rendu public des mises en garde sur des implications économiques potentiellement néfastes de la réforme proposée et des coûts sociétaux. Au début de 2013, Goldman Sachs, Deutsche Bank, Citigroup, Morgan Stanley et leurs associations de groupes de pression (la Fédération bancaire internationale et l'Association européenne des fonds et de la gestion d'actifs) ont publié toutes sortes de rapports de recherche présentant des preuves empiriques contre une TTF. Dans son rapport de recherche « Financial Transaction Tax: how severe? », publié en mai 2013, Goldman Sachs a affirmé que la TTF proposée entraînerait une charge fiscale massive pour le secteur bancaire, s'élevant à 170 mds €. Le rapport affirmait en outre que « le fardeau de la TTF incomberait aux investisseurs particuliers ».

Les groupes de l'industrie financière ont également pris soin de mettre l'accent sur les coûts sociétaux indésirables de la réforme fiscale proposée. En faisant valoir des exonérations du champ

d'application de la taxe, les groupes de l'industrie ont généralement défendu que l'inclusion de certains instruments financiers dans le champ d'application de la taxe entraînerait des problèmes de liquidité avec des conséquences préjudiciables pour l'économie dans son ensemble. Dans un rapport de recherche datant de mars 2013, Deutsche Bank a indiqué son opposition à la taxe proposée, en démontrant que la TTF augmenterait le coût du capital « pour les ménages, les entreprises et même les États » et donc « nuirait à l'économie réelle ». D'autres études, communiqués de presse et commentaires dans de grands journaux, dont le Financial Times et Bloomberg Business, ont apporté des arguments et des preuves à l'encontre de la TTF.

### Construire des coalitions avec les acteurs des entreprises

Avec leur expertise et leur crédibilité amoindries par la crise, les groupes de l'industrie ont dû choisir judicieusement leurs partenaires de coalition, afin de pouvoir donner des contre-arguments convaincants aux réformes politiques proposées. Les décideurs politiques ne souhaitent pas soutenir publiquement les arguments de l'industrie financière s'opposant à la réforme de la réglementation, mais ils ont de la même manière évité de soutenir publiquement les réformes réglementaires qui pouvaient être considérées comme ayant une incidence négative sur l'activité des entreprises et la croissance

économique. Ainsi, dans le but de tirer parti de leur influence politique, les groupes de l'industrie financière ont également tenté d'associer leurs intérêts à ceux d'autres groupes du secteur privé indirectement touchés par l'introduction d'une TTF. Cela incluait un nombre important d'acteurs des entreprises activement mobilisés contre l'introduction d'une TTF. En mai 2013, des multinationales allemandes, dont Bayer et Siemens s'y sont opposées, en mettant en évidence ses effets néfastes pour les entreprises et l'économie allemande axée sur l'exportation.

Après que la série soutenue de rapports publics et privés et le lobbying de l'industrie financière aient jeté un doute sérieux sur le bien-fondé de la taxe, le soutien politique s'est affaibli. En mai 2014, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a déclaré que les options, les intérêts et la situation des divers participants étaient tellement divergents que les États devaient commencer par introduire une imposition limitée des actions et de certains produits dérivés. La stratégie de lobbying de l'industrie utilisant à son avantage la forte préoccupation du public à l'égard de la TTF avait donc clairement été efficace.



#### > AUTEUR

**Lisa Kastner** est Conseillère politique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), Chercheuse associée au Centre d'études européennes, Sciences Po Paris.